

L'Allocution du Chef de l'Etat

Le 22 Septembre 1960, le Peuple malien, émergent d'une longue nuit de colonisation pour reprendre le chemin de la liberté et de la dignité, proclamait dans l'union, la ferveur et la solennité, LA REPUBLIQUE DU MALL renouant ainsi avec son prestigieux passé.

Le 22 Septembre 1960 également, le Peuple malien, plus que jamais décidé à affermir sa personnalité et à assumer son destin, s'engageait résolument dans la grande œuvre d'édification d'une économie autocentrée, seul gage de la réalisation d'une indépendance véritable.

C'est dire, MALIENNES, MALIENNES, que le 22 Septembre est de loin le jour le plus sacré et le plus cher au cœur de chacun de nous.

Si les difficultés dues aux calamités naturelles et à une conjonction économique internationale singulièrement défavorable nous avaient contraints pendant ces dernières années à une certaine austerité, nous amenant à faire passer, le labeur avant les festivités, il semble aujourd'hui légitime que nous célébrions dans la joie cet anniversaire, tout en maintenant la rigueur indispensable.

En effet, alors que le COMITE MILITAIRE de LIBERATION NATIONALE continue tous jours de la façon la plus loyale de créer, dans le cadre de la Constitution votée le 2 Juin 1974, les conditions nécessaires à la mise en place des institutions démocratiques et à la réalisation de la réconciliation et de la concorde nationales, notre économie amorcée un certain redressement. Celui-ci intervient en dépit des retombées de l'inflation mondiale et des effets non encore résorbés de la sécheresse.

Ainsi, peuton noter une reprise générale de la production, aussi bien dans le secteur primaire que dans le secteur secondaire, en même temps qu'un nouvel essor de l'activité commerciale.

Pour s'en convaincre, il suffit de se référer à notre Plan quinquennal 1974-1978 dont les objectifs essentiels sont, je le rappelle :

- la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, particulièrement en ce qui concerne les céréales et l'eau ;

- la reconstitution du cheptel ;

- la revalorisation des productions primaires ;

- le désenclavement progressif du pays par le renforcement de l'infrastructure des transports ;

- et, d'une manière générale, l'amélioration des conditions de vie du Peuple.

Au total, pour atteindre ces objectifs, les investissements initialement arrêtés à 395 milliards au moment de l'adoption du plan le 5 août 1974 se chiffrent après actualisation au 31 décembre 1975, à 512 milliards, soit une augmentation de l'ordre de 30 % par rapport aux prévisions initiales.

Si l'on tient compte des accords de principe, le volume global de financement acquis s'élève, au 30 juin 1979, à plus de 330 milliards.

En considérant que le Plan arrivera à son terme seulement le 5 août 1979, un certain optimisme peut être permis.

LA REPRISE GENERALE DE L'ECONOMIE EST CONCRETE

Concrètement, la situation se présente comme suit dans les différents secteurs de l'économie.

Le secteur primaire comprenant l'agriculture, l'élevage et la pêche est en nette progression.

Concernant tout d'abord l'agriculture, celle-ci devrait pouvoir répondre à nos besoins d'autosuffisance alimentaire étant donné que les résultats 1975/76 montrent un bond en avant accompli dans la production des céréales.

L'évolution enregistrée sur les trois dernières années montre, en effet, que la production de mil - sorgho mais est passée de 530.000 tonnes en 1973/1974 à 800.000 T en 1974/1975, pour atteindre 1 million de tonnes en 1975/1976, alors que les prévisions du plan sont de 845.000 tonnes en 1975-1976 et de 950.000 tonnes en 1978.

Le paddy dont la production était de 90.000 T en 1973/74 et 210.000 tonnes en 1974-1975, a atteint 300.000 tonnes en 1975/1976, dépassant ainsi les 250.000 tonnes prévues par le Plan.

Bref, l'importance des stocks accumulés jointe à la nouvelle production, a rendu possible non seulement la couverture des besoins alimentaires des populations mais également l'exportation en 1976 d'environ 20.000 tonnes de riz et 25.000 tonnes de mil-sorgho.

C'est là un événement

économique très significatif au plan politique, l'indépendance alimentaire étant, on le sait, l'un des premiers préalables à toute indépendance véritable.

Ces résultats remarquables ont pu être obtenus grâce aux conditions climatiques favorables, aux efforts des paysans et à la pertinence des thèmes de vulgarisation développés par les Opérations de Développement rural.

A ce propos, il est intéressant de relever que les zones de cultures de rente encadrées par la Compagnie Malienne pour le Développement des Fibres Textiles et l'Opération Arachide et Cultures Vitières ont produit à

elles seules environ 605.000 tonnes de céréales.

Bien que des ajustements et corrections semblent encore nécessaires, cela illustre la justesse de l'orientation des programmes de développement rural sur des objectifs de développement intégré et équilibré.

La commercialisation des céréales a été cependant moins heureuse puisqu'elle a été caractérisée par la mise en place tardive des fonds au niveau des Régions, l'insuffisance de la sacherie et des moyens de stockage et de transport.

Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement convaincus que tout blocage au niveau de la commercialisation a une incidence désastreuse sur la production future, les finances publiques et la balance des paiements, sont attelés à résoudre ces problèmes dans les meilleurs délais. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que la campagne de commercialisation 1976/1977 se déroule dans des conditions meilleures.

Si notre satisfaction vient surtout de la production céréalière, il faut cependant noter que les cultures industrielles ont également dépassé les prévisions.

Ainsi, la production totale de coton-graine a atteint le chiffre record de 113.000 tonnes en 1975/1976 dont 106.000 tonnes par la Compagnie Malienne pour le Développement des Fibres Textiles et l'Opération Haute-Vallée, dépassant largement les prévisions du plan, cependant que le rendement moyen à l'hectare a atteint un chiffre record dans la zone CMDT, enregistrant une augmentation de 34 %.

La production arachidière totale a atteint, elle, 205.000 tonnes en 1975/1976, dépassant de 10 % celle de 1974-1975.

La production officielle commercialisée en 1975/1976 a atteint

89.000 tonnes, dépassant de 30 pour cent la production de la campagne précédente, elle-même en augmentation de 20 % par rapport à 1973/1974.

Les objectifs du plan quinquennal estimés à 87.600 tonnes de commercialisation officielle pour l'ensemble du Mali sont donc globalement atteints.

Ces résultats spectaculaires témoignent la aussi de la qualité des actions menées.

Dans l'ensemble, pour les cultures céréalières comme pour le coton, l'arachide, le dahl et le tabac, les prévisions du plan quinquennal devraient être dépassées en 1978, la situation climatique étant, dans tous les cas, une contrainte fondamentale.

Le domaine des productions animales durablement éprouvé par la sécheresse, progresse lui aussi normalement vers son niveau de 1971/1972, grâce au renforcement de la protection sanitaire.

L'exploitation du bétail a porté sur 200.000 têtes environ dont 40.000 pour les exportations.

La production du secteur moderne de l'élevage se développe, notamment à l'Office du Niger et chez les paysans encadrés par les Opérations de Développement Rural.

Pour accélérer la reconstitution du cheptel, maintenir et renforcer nos exportations et assurer le ravitaillement de nos populations en protéines d'origine animale, le Plan quinquennal a préconisé une stratégie basée sur la rationalisation de l'élevage pastoral sahélien, l'intensification de la production de viande et de lait dans les zones agricoles plus riches en ressources fourragères. Plusieurs projets sont ainsi en cours de réalisation et bénéficieront de concours financiers importants de la Banque Mondiale et de certains pays amis.

D'autre part, pour stimuler le processus de modernisation de

notre élevage par la participation dynamique des professionnels du secteur Bétail-Viande, il a été créé un Etablissement de Crédit

Bétail - Viande, l'ECB-V, véritable instrument de rationalisation des diverses actions tout au long du processus de production et de commercialisation du bétail.

Dans le domaine de la pêche, l'Opération Pêche qui a vu l'amorce d'un meilleur encadrement du monde des pêcheurs, commence à produire son plein effet avec une meilleure commercialisation sur le marché national et une nette progression des exportations.

D'autre part, en vue de promouvoir une gestion rationnelle des ressources forestières du domaine de l'Etat, une innovation est intervenue avec la création de l'Opération Aménagement et production forestière.

Enfin, l'ensemble du secteur de l'Economie rurale a bénéficié de l'appui de la recherche.

L'effort financier important et soutenu consenti par le Gouvernement depuis 14 ans sera maintenu dans ce secteur prioritaire dont le développement conditionne, comme chacun le sait, la modernisation de notre agriculture.

En résumé, j'ai tenu à exposer ce bilan sommaire de la campagne agricole 1975-76 parce qu'il prouve de façon éloquentes le rétablissement progressif du secteur agricole de notre économie, après les récentes épreuves de sécheresse qui ont si durement éprouvé notre peuple.

Ce bilan apporte également la preuve que la mobilisation des collectivités rurales autour des lignes force de la politique du Comité Militaire de Libération Nationale et du Gouvernement est effective, et que les efforts encore nécessaires pour atteindre et même dépasser les ob-

(Suite en page 3)

L'Allocution du Chef de l'Etat

(suite)

jectifs du Plan quinquennal seront certainement réalisés.

TROIS DIRECTIONS POUR LA MAÎTRISE DE L'EAU

La seconde grande préoccupation du Plan quinquennal avec l'autosuffisance céréalière est le problème de l'eau.

En vue d'assurer la couverture des besoins en eau des populations et de diminuer la vulnérabilité de l'économie aux aléas climatiques par un meilleur contrôle de l'eau souterraine et de surface, le Gouvernement a agi dans les trois directions suivantes :

- alimentation en eau des centres urbains ;

- études d'aménagement des bassins fluviaux et

- mise en valeur des eaux souterraines.

En matière d'alimentation en eau des centres urbains, il convient de souligner l'exécution des travaux d'adduction d'eau des villes de Koulikoro, Kati, Ségou, Mopti, Sévaré, Sikasso, Nara, tandis que les études en vue des adductions d'eau de Kita, Koulikoro, Diré, Goundam, Douentza, Djenné, Bamako, Niamey sont en cours.

En ce qui concerne les études d'aménagement des bassins fluviaux, il est bon de rappeler que depuis notre indépendance, l'objectif du Gouvernement a toujours été la recherche des voies et moyens propres à assurer la maîtrise effective de nos principaux cours d'eau, en les dotant d'une infrastructure hydraulique appropriée, débouchant sur un développement rationnel de nos ressources, à savoir des aménagements à buts multiples englobant tous les secteurs de l'économie nationale.

Les résultats atteints sont fort encourageants.

Le Barrage de SANKA

RANI est devenu une réalité puisque son financement est entièrement acquis, le processus de sa construction amorcé et son entrée en service prévue pour 1980.

Quant au barrage de MANANTALI qui, entre autres buts, assurera le désenclavement du Mali grâce à l'aménagement du chenal navigable et du port fluvial de KAYES, il occupe une place privilégiée dans le programme de développement intégré du Bassin du fleuve Sénégal.

L'étude technique d'exécution vient de démarrer sur financement du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

Signalons, d'autre part, que les études de factibilité du barrage de TOSSAYE et l'étude préliminaire pour l'aménagement des rapides de LABBEZANGA, projet qui prévoit une Centrale au fil de l'eau, sont terminées.

Ces barrages permettront le développement de l'agriculture irriguée, la production d'énergie et l'exploitation des ressources minières, tout en améliorant la navigabilité du fleuve Niger.

Enfin, l'étude relative à la régularisation du fleuve BANI, principal affluent du NIGER, a permis la découverte de sites très importants, notamment sur les rivières Bagoé et Baniang. Les études préliminaires sont là aussi terminées.

Parallèlement à ce qui précède, une action vigoureuse est menée en vue de la mise en valeur des eaux souterraines. Ainsi a été mise sur pied l'opération Puits qui a pour objectif l'approvisionnement en eau des populations rurales et du cheptel par la construction, l'équipement et l'entretien des points d'eau. L'opération, qui est à sa première phase et qui a acquis à ce jour un financement de l'ordre de 4 milliards, a déjà dépassé les prévisions du

Plan pour les deux dernières campagnes.

Comme on le voit, de sérieux efforts sont déployés dans le domaine de l'eau et ils permettront de couvrir les besoins des hommes, des animaux et des végétaux, c'est-à-dire de sécuriser la vie des populations à plus ou moins brève échéance.

Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement convaincus de la nécessité absolue de réaliser les objectifs arrêtés dans les domaines de la production minière, de la reconstruction du cheptel et de la maîtrise de l'eau, poursuivront et intensifieront les efforts qu'ils déploient actuellement dans ce sens.

De même, tout sera mis en œuvre pour valoriser les productions primaires, renforcer l'infrastructure des transports et intensifier la recherche minière et celle des hydrocarbures.

UNE ACTION MULTIFORME ET DE GRANDE ENVERGURE

Pour le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement, dont le but fondamental demeure plus que jamais l'amélioration de la qualité de la vie, l'augmentation du bien-être de

l'ensemble des populations maliennes, l'économique est et doit rester au service du social, c'est-à-dire, entre autres, de l'éducation, de la culture, de la santé, de l'urbanisme, de l'information, de la justice.

Dans le domaine de l'éducation, l'Ecole malienne qui a 15 ans d'existence remplit sa mission de manière satisfaisante. Près de 13.000 enseignants formés en majorité sur place dans les Instituts pédagogiques d'enseignement et dans les Ecoles normales concourent à la mise en œuvre de nos divers projets d'éducation et de formation.

En dix ans, les effectifs scolarisés dans le Premier cycle de l'enseignement fondamental ont doublé, passant de 125.000 en 1965 à 250.000 en 1975, et le taux de scolarisation qui était l'un des plus bas d'AFRIQUE atteint actuellement 20 %.

Les effectifs du Second cycle ont également doublé au cours des dix dernières années, pendant que le nombre de titulaires du Diplôme d'Etudes fondamentales passait de 1.500 en 1967-68 à 5.000 en 1974-75.

Dans le souci d'adapter constamment notre système éducatif aux besoins réels et

vitaux de notre économie, il a été entrepris depuis 1970, en 3^e région, une expérience de ruralisation de l'enseignement. Elle a touché une trentaine d'écoles et aujourd'hui nous disposons d'une somme assez importante d'informations nous permettant de soutenir que l'amélioration des rendements scolaires passe par la ruralisation.

Aussi, va-t-il falloir que l'Ecole conventionnelle s'annexe les méthodes de l'Alphabétisation fonctionnelle dont le succès est indéniable au MALI.

Après la mise en service des Lycées régionaux de Kayes, Bamako, Diourbel et Gao, l'enseignement secondaire général, technique et professionnel qui a lui aussi connu un grand essor pendant ces dernières années, a enregistré un accroissement d'effectifs de l'ordre de 25 %.

1.300 jeunes gens ont obtenu le baccalauréat en 1976 contre 1.080 en 1975, mais nous devons encore faire un effort pour donner à l'enseignement technique et professionnel toute l'importance qu'il mérite.

Aussi est-il prévu, à Kita, la construction d'un Centre de formation professionnelle et, à Ségou, la construction d'un Lycée technique et d'une Ecole Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration.

Fort heureusement, l'Enseignement supérieur est mieux adapté et plus équilibré, puisque le nombre d'ingénieurs des Sciences appliqués à l'Ecole nationale d'Ingénieurs et à l'Institut polytechnique rural de KATIBOUGOU était d'environ 115 sur 284 étudiants ayant obtenu le Diplôme de l'enseignement supérieur.

Autrement dit, notre système éducatif, après la Réforme de 1962, donne des résultats remarquables.

Il faut cependant ajouter qu'il a besoin d'être périodiquement

réévalué pour mieux répondre aux exigences de notre développement économique, social et culturel.

Pour faciliter les évolutions nécessaires, le Gouvernement a pris un premier train de mesures tendant à revaloriser la fonction enseignante.

Avec la création du Ministère de la Jeunesse, des Sports des Arts et de la Culture, une impulsion nouvelle pourra être donnée à la préservation, la conservation et la revalorisation du patrimoine culturel de ce pays de vieille civilisation qu'est le MALI.

Dans le domaine de la santé, des efforts sont accomplis sur le plan épidémiologique, en matière de médecine curative où les actions ont particulièrement porté sur la consolidation et l'amélioration de l'infrastructure existante et surtout dans le domaine de la recherche sur la Pharmacopée et la Médecine traditionnelles.

L'Institut de Rééducation des handicapés physiques, unique en AFRIQUE francophone, et l'Institut des Jeunes Aveugles de Bamako ouvrent dans notre pays des perspectives encourageantes quant à l'avenir de l'œuvre de réhabilitation et de réadaptation des handicapés de tous ordres.

En matière d'habitat et d'urbanisme, il convient de souligner qu'une politique cohérente est en voie de réalisation, tandis que les moyens de transports ferroviaires et routiers, de navigation fluviale et aérienne vont être améliorés.

Nos services d'information, par la qualité de leurs programmes, mettent à la disposition de l'ensemble des populations des éléments de culture et de loisirs toujours plus perfectionnés.

La Justice, malgré des conditions matérielles très souvent dif-

(Suite en page 4)

L'Allocution du Chef de l'Etat (suite)

ficiles, se rapproche chaque jour davantage du justiciable, et la mise en œuvre de la législation tant en matière civile qu'en matière pénale se poursuit.

Enfin, les efforts nécessaires continuent d'être déployés en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous les travailleurs, qu'ils appartiennent à l'Administration ou aux secteurs para-public et privé.

Disons en résumé, qu'au total, 585 projets totalisant plus de 500 milliards devront être réalisés dans les différents secteurs de l'économie rurale, du secondaire, des communications et du social, habitat et urbanisme en particulier.

Cette action, multiforme et de grande envergure, le COMITE MILITAIRE DE LIBERATION NATIONALE entend la mener à son terme avec le concours de vous tous, et il sait que ce concours lui est acquis, les résultats déjà obtenus étant dus au soutien que vous avez chacun apporté à l'ARMEE pendant la période difficile de la sécheresse.

L'OPTION POLITIQUE
EST L'AFFAIRE
DU PEUPLE

Au lendemain du 19 novembre 1968, l'Armée et le Comité Militaire de Libération Nationale ont défini leur programme.

A ceux qui nous parlaient d'option politique irréversible, comme préalable à toute action, nous avons répondu clairement que nos objectifs sont essentiellement d'ordre économique et financier.

Et dans mon allocution d'ouverture de la conférence, des cadres tenues en juillet 1969, j'ai bien précisé notre conception économique en déclarant que dans la situation actuelle du pays nous devons offrir de façon

loyale et réaliste un cadre rationnel pour une coexistence dynamique du secteur d'Etat, du secteur mixte et du secteur privé.

En définissant une conception économique, nous avons mené la politique nous permettant d'atteindre nos objectifs économiques. Maintenant les échéances approchent.

L'Armée, comme chacun le sait, n'a pas voulu s'engager dans une quelconque option irréversible. Elle a tout simplement mené une action concrète en vue de jeter les bases d'une économie nationale indépendante, essentiellement conçue et dirigée pour assurer le bonheur du peuple tout entier.

Dans l'action ainsi entreprise et dont l'objectif par conséquent



est de tenter de résoudre les problèmes économiques brûlants auxquels notre pays et notre peuple se trouvent confrontés, l'Armée et le Comité Militaire de Libération Nationale ont fait appel à toutes les forces vives du pays, sans aucune distinction ni aucune exclusive.

Mais ils considèrent qu'il ne leur appartient pas de faire une quelconque option aux nom et place du Peuple malien.

Nous avons toujours fait savoir, en effet, que l'option politique est l'affaire du Peuple et uniquement du Peuple.

ple. Celui-ci s'exprime, soit directement, soit par l'entremise de ses représentants démocratiquement élus.

Tout en prenant vis-à-vis du peuple l'engagement de réaliser le redressement économique et financier du pays, de créer les conditions de la relance économique après les graves erreurs commises dans le passé, nous avons également réaffirmé à plusieurs occasions notre ferme détermination de ne pas confisquer le Pouvoir.

Aujourd'hui, les conditions nous semblent réunies pour que le pays revienne à une vie politique normale.

Les Statuts et le Règlement Intérieur du Parti Constitutionnel et Démocratique à la création duquel vous avez massivement donné votre approbation sont prêts, et il m'est agréable de vous annoncer que les dispositions nécessaires sont prises pour leur diffusion.

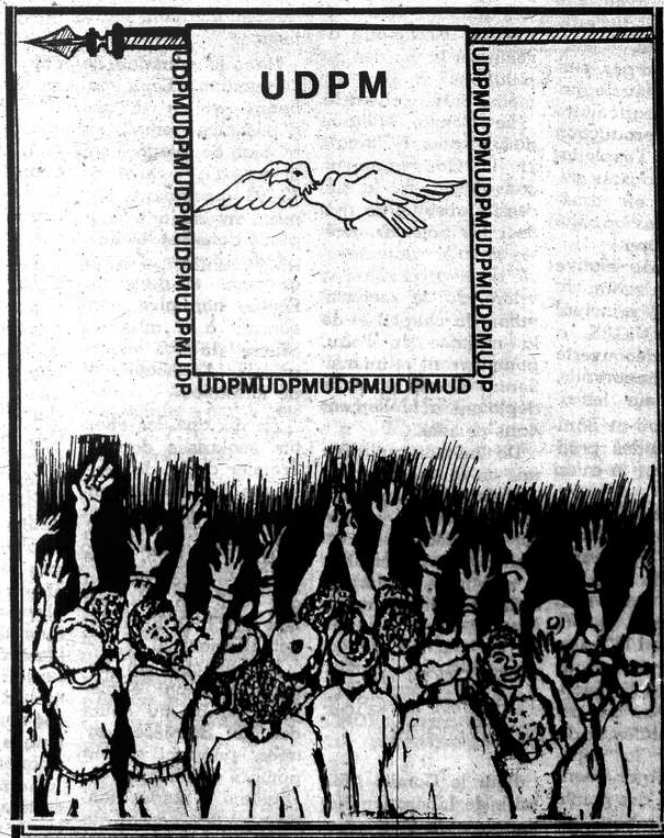
Il vous appartiendra ensuite d'apporter votre contribution dans le cadre du dialogue et de la discussion franche et loyale, en vue d'une amélioration éventuelle de ces documents.

D'ores et déjà, les informations nécessaires vont être données à tous les niveaux pour la mise en place du Parti.

Pour nous toutefois, ARMEE et COMITE MILITAIRE DE LIBERATION NATIONALE, la création d'un Parti est loin d'être une fin en soi. L'essentiel, à nos yeux, c'est la manière dont on va faire vivre ce Parti, le contenu et la direction que l'on va donner à son action, en un mot l'animation que l'on imprimera à cet appareil.

Cette animation devra bien entendu être

(Suite en page 5)



L'Allocution du Chef de l'Etat

(suite)

confiée à des hommes loyaux, intègres, compétents et dévoués à la cause du Peuple. C'est là un point sur lequel chacun de vous devra profondément méditer, en sachant tirer les leçons du passé.

Que l'on sache en tout cas que si l'on se complait à faire des choix sur la base de critères étiés, nous assisterons rapidement au pourrissement de l'appareil politique et, partant, de la vie même de la Nation.

LA LUTTE DES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ EST NOTRE LUTTE

En ces instants où

nous commémorons l'anniversaire de l'accession de notre cher pays à l'indépendance et la récupération de notre dignité, de notre liberté et de notre personnalité, le devoir nous incombe de nous tourner vers nos frères opprimés d'AFRIQUE AUSTRALE qui, avec des moyens limités, souvent même les mains nues, combattent avec courage et détermination les forces d'oppression des régimes minoritaires racistes de PRETORIA et SALISBURY.

Après le piège du dialogue, aujourd'hui heureusement éventré, l'on s'accorde unanimement à reconnaître que la lutte armée reste en définitive la seule issue pour ces peuples.

Ceux-ci, en dépit d'une féroce répression, sont résolument et irrévocablement engagés dans la lutte, comme en témoigne la vague de grèves et de manifestations pacifiques qui déferle aujourd'hui sur l'Afrique du Sud.

Cette lutte noble et sacrée débouchera inéluctablement, comme en GUINÉE BISSAU, au MOZAMBIQUE et en ANGOLA, sur la victoire des combattants de la liberté.

Nous la considérons pleinement comme notre lutte, car notre conviction est que les destins des peuples africains qu'ils soient de l'Est, de l'Ouest, du Nord ou du Sud sont indissolublement liés et que l'importante partie qui se joue actuellement en AFRIQUE AUSTRALE nous concerne directement.

C'est pourquoi nous sommes déterminés à intensifier dans toute la mesure de nos moyens notre aide aux Mouvements de Libération opérant au ZIMBABWE, en NAMIBIE et en AFRIQUE du SUD.

La lutte menée par les Peuples noirs d'AFRIQUE AUSTRALE est en même temps aussi, à l'image de l'héroïque lutte des peuples arabes et palestiniens pour la récupération de leurs terres et le rétablissement de leurs droits inaliénables, la lutte de tous les peuples du Tiers-Monde.

La 5^e Conférence au Sommet des pays non-alignés tenue le mois dernier à COLOMBO, en SRI LANKA, n'a pas manqué de le souligner.

X

Et le Tiers-Monde n'a d'autre choix que de mener de front, d'une part, ces luttes de libération qui se déroulent actuellement en AFRI-

QUE ainsi que sur d'autres continents et, d'autre part, cette grande croisade de notre époque que constitue la lutte de nos peuples pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international plus juste.

A propos de ce nouvel ordre économique,

les attermoissements qui se font jour au niveau de la Conférence Nord Sud de PARIS, de même que les résultats décevants de la dernière session de la CNUCED tenue récemment à NAIROBI, nous conduisent à penser que le Tiers-Monde devra déployer de gigantesques efforts pour pouvoir un jour atteindre ses objectifs.

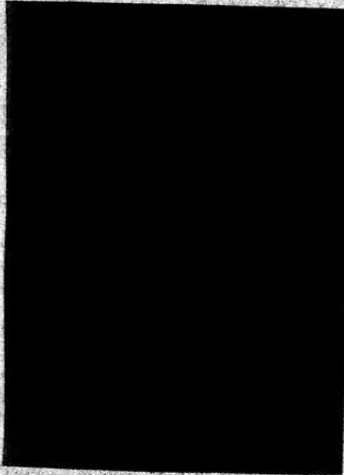
Mais nous sommes condamnés à persévé-

rer et à réussir, car de l'issue de cette croisade dépend ni plus ni moins notre survie.

En terminant ce message, je voudrais, au nom de l'Armée, du Comité Militaire de Libération Nationale et du Gouvernement, rendre un sincère hommage à chacun de vous pour votre sens élevé de la patrie et votre esprit de sacrifices, et vous assurer encore une fois que le COMITÉ MILITAIRE DE LIBÉRATION NATIONALE restera fidèle aux

engagements pris et qu'il mettra tout en œuvre pour atteindre, avec votre soutien, les objectifs qu'il s'est fixés.

Je voudrais en même temps, vous lancer un appel pressant au travail, dans l'union et la concorde. En effet, la conjoncture actuelle qui est une conjoncture de crise caractérisée, nous commande plus que jamais de redoubler et de conjuguer nos efforts pour pouvoir bâtir un MALI fort et prospère.



J'ai la conviction que cet appel sera entendu, car c'est la seule voie dans laquelle nous nous devons de nous engager.

Vous me permettez, enfin, de m'acquitter d'un agréable devoir : celui d'adresser à vous tous, chers frères et sœurs musulmans, au moment où nous nous apprêtons à célébrer, au terme de ce mois de carême, l'Aïd El-Fitr, les vœux de bonheur, de santé et de prospérité que je forme pour vos personnes et pour tous les êtres qui vous sont chers.

VIVE LA REPUBLIQUE !
VIVE LE MALI !

